



INTERVENTION UNSA CD21
COMITE SOCIAL TERRITORIAL
DU 26 NOVEMBRE 2024

Madame la Présidente, Mmes et Mm. les élu(e)s, M. le DGSD, Mmes et Mm., cher(e)s collègues,

Le syndicat UNSA CD21 se doit aujourd'hui de s'exprimer avec force et détermination face aux récentes annonces gouvernementales qui, une fois de plus, mettent à mal nos collectivités territoriales et, par conséquent, les agents publics qui en sont le cœur. Nous ne pouvons rester silencieux face à ce que nous percevons comme une nouvelle vague de "fonctionnaire bashing", qui dévalorise notre engagement et notre travail au quotidien.

Lors de l'audience du 7 novembre dernier avec le Ministre de la Fonction Publique, l'UNSA a été déçue par le manque de réponses concrètes aux propositions et revendications que nous avons portées. Il est inacceptable de faire peser la responsabilité de la dette nationale sur les collectivités locales. Cette vision simpliste et injuste conduit inévitablement à des contraintes budgétaires qui se traduisent par des coupes dans les dépenses de fonctionnement et, par ricochet, sur la masse salariale de nos agents.

Nous sommes en pleine négociation sur des sujets cruciaux pour nos collègues, tels que la Protection Sociale Complémentaire, la valeur faciale des titres restaurant et le RIFSEEP. Pourtant, à ce jour, aucun de ces chantiers n'a abouti, et nous restons dans l'attente de précisions sur les enveloppes budgétaires allouées. Nos craintes sont fortes quant aux conséquences des annonces gouvernementales sur ces chantiers. Ceux-ci sont engagés depuis plusieurs mois déjà et les agents ont une forte attente quant à l'issue qui leur sera donnée. Cette situation est frustrante et inacceptable pour les agents qui comptent sur nous pour défendre leurs intérêts.

Lors des récentes assises des Départements de France, le 1er Ministre aurait annoncé une réduction très significative des

prélèvements imposés aux Départements, dans le cadre du budget 2025, tout comme le relèvement de 0,5 % des droits de mutation ; mesures que le Président a bien évidemment salué. L'UNSA CD21 espère fortement que cet assouplissement puisse permettre de finaliser de manière acceptable les chantiers en cours.

Concernant le RIFSEEP, les premières orientations présentées par le cabinet POLITEIA soulèvent de vives inquiétudes. Nous craignons qu'une fois de plus, la valorisation ne se concentre que sur une partie restreinte des agents, laissant de côté la majorité d'entre eux. L'UNSA CD21 n'adhère pas aux premières pistes présentées concernant l'attribution de certains critères. Nous ne pouvons accepter une telle approche, qui va à l'encontre de l'esprit d'équité que nous souhaitons promouvoir au sein de notre collectivité. Le report de ce dossier à 2025 est révélateur d'un désengagement qui ne peut être toléré.

De plus, nous ne pouvons ignorer les conséquences des récentes annonces concernant la vente du parking Gagnereau. Ce lieu est essentiel pour environ 400 agents qui se stationnent, et sa vente représenterait une perte financière significative pour chacun d'entre eux. Quelle alternative sera proposée pour assurer un stationnement adéquat, en particulier pour ceux qui travaillent au centre-ville ? Nous exigeons des réponses claires et des solutions concrètes et équitables par rapport à ce qui est prévu pour les agents qui seront amenés à travailler dans le bâtiment OSMOSE.

Enfin, nous nous interrogeons sur l'avenir des services logistiques et de maintenance, ainsi que sur le logement du gardien. La perte des espaces de stockages et de la proximité avec les services centraux risque de complexifier les missions des agents au quotidien tant sur le volet organisationnel que sur l'aspect Qualité de Vie au Travail. La vente de ce bâtiment ne doit pas se faire au détriment des besoins fondamentaux de nos agents et des services.

L'UNSA CD21 reste vigilante et revendicative sur tous ces dossiers. Nous appelons à un dialogue constructif et à des solutions qui respectent le travail et l'engagement de tous les agents de notre collectivité.

Je vous remercie pour votre attention.

Karine MILLE

Secrétaire Générale